

# Iran : la fortune du guide suprême Ali Khamenei évaluée à 95 milliards de dollars

L'agence Reuters vient de publier une vaste enquête sur la fortune contrôlée par le guide suprême iranien.

95 milliards de dollars: le chiffre a de quoi donner le tournis: mais, [selon l'agence Reuters](#), l'ayatollah iranien Ali Khamenei règne bien sur un vaste empire économique représentant une somme aussi impressionnante. Cela équivaut à environ 71 milliards d'euros, soit davantage que la valeur actuelle des revenus pétroliers annuels d'Iran.

Au terme d'une enquête longue de six mois, l'agence met sous le feu des projecteurs cette organisation peu connue, baptisée Setad, qui est l'une des clés de la longévité au pouvoir du dirigeant iranien. Elle possède des parts dans pratiquement chaque secteur de l'économie nationale, de la finance au pétrole ou aux télécommunications.

Rien ne prouve que le guide suprême puise dans les fonds de Setad pour s'enrichir personnellement, mais l'organisation donne à Ali Khamenei, au pouvoir depuis 24 ans, les moyens financiers d'opérer indépendamment du parlement et du budget national, ce qui le protège des complexes luttes de pouvoir qui agitent en interne la République islamique.

Setad a bâti son empire en confisquant systématiquement des milliers de biens appartenant à des Iraniens au profil varié, qu'ils soient chiïtes, membres de minorités religieuses, hommes d'affaires ou membres de la diaspora. L'enquête de Reuters montre comment Setad a amassé un gigantesque portefeuille de biens immobiliers en clamant devant les tribunaux, parfois à tort, que ces propriétés avaient été abandonnées.

L'organisation détient désormais, sur ordre de la justice, un monopole sur la saisie de propriétés au nom du guide suprême, et vend régulièrement ces biens aux enchères ou cherche à retirer de l'argent auprès de leurs propriétaires d'origine. Pour le seul mois de mai 2013, près de 300 biens ont ainsi été mis aux enchères par Setad, pour des millions de dollars.

## Le "siège pour l'exécution des ordres de l'imam"

Le nom complet en persan est "Setad Ejraiye Farmane Hazrate Emam", ce qui peut se traduire par "Siège pour l'exécution des ordres de l'imam". Il se réfère à une décision du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Ruhollah Khomeini, peu avant sa mort en 1989, de créer une entité pour gérer et vendre les propriétés abandonnées dans le chaos des années qui ont suivi la révolution de 1979. Selon l'un de ses cofondateurs, Setad devait aider les pauvres et les anciens combattants et n'était censée exister que pendant deux années.

Près de vingt-cinq ans plus tard, l'organisation s'est muée en vaste machine économique. Elle contrôle aussi une fondation caritative, mais il est difficile de déterminer les fonds consacrés aux activités de cette dernière.

Outre l'immobilier, Setad possède des parts dans des dizaines d'entreprises publiques ou privées, avec l'objectif avoué de créer un conglomérat iranien pour stimuler la croissance économique de la République islamique.

Au fil des ans, le guide suprême, les juges et le parlement ont émis une série de décrets bureaucratiques, de décisions judiciaires ou constitutionnelles qui ont renforcé ses prérogatives. "Aucun organe de supervision ne peut remettre en cause ses biens", déclare Naghi Mahmoudi, un avocat iranien qui a quitté l'Iran en 2010 et vit aujourd'hui en Allemagne.

## **Setad sanctionné par le Trésor américain**

En juin dernier, le département américain du Trésor a imposé des sanctions contre Setad et certaines de ses holdings, qualifiant l'organisation de "vaste réseau de sociétés-écrans masquant des actifs pour le compte (...) des dirigeants iraniens".

Ni les services de la présidence ni le ministère iranien des Affaires étrangères n'ont souhaité commenter le contenu de cette enquête. L'ambassade d'Iran aux Emirats arabes unis a qualifié ces conclusions de "parcellaires" et ajouté qu'elles n'avaient "aucun fondement", sans plus de précisions.

Le directeur général des relations publiques de Setad, Hamid Vaezi, a répondu par courriel à une description détaillée de ces informations en déclarant qu'elles étaient "inexactes et éloignées de la réalité". Il n'est pas entré dans les détails.

Dans un message ultérieur, Hamid Vaezi a ensuite déclaré que Setad réfutait les allégations du Trésor américain et "a entrepris d'engager un conseil aux Etats-Unis pour traiter cette question". "Cette communication vous informe que toute action de la part de votre organisation pourrait influencer sur notre litige aux Etats-Unis et nuire à notre position, ce dont nous vous tiendrons pour responsable", a-t-il dit.

Le montant total des avoirs de Setad est difficile à évaluer en raison de l'opacité de ses comptes. Reuters l'évalue à environ 95 milliards de dollars - dont 52 milliards de biens immobiliers et 43 milliards de parts d'entreprises. Cette estimation s'appuie sur l'examen de déclarations de responsables de Setad, des données de la Bourse de Téhéran et des sites d'entreprises, et des informations du Trésor américain. Le montant dépasse d'environ 40% les exportations pétrolières de l'Iran en 2012, qui ont atteint 67,4 milliards de dollars selon le Fonds monétaire international.